

Forcé de payer pour les contenus, Google News a fermé mardi en Espagne

Forcé de payer pour les contenus, Google News a fermé mardi en Espagne

La loi espagnole sur la propriété intellectuelle, qui doit entrer en vigueur le 1er janvier, comporte une clause empêchant les médias de renoncer au droit percevoir une compensation. Internaute et éditeurs de presse espagnols sont inquiets.

Google a fermé le 16 décembre, comme annoncé, son service d'actualités en Espagne, une décision sans précédent en réaction à l'adoption d'une loi l'obligeant à rétribuer les médias cités, qui inquiète internautes et éditeurs de presse espagnols. «Nous regrettons profondément de devoir annoncer qu'en raison des changements récents dans la loi espagnole, nous avons retiré les éditeurs de presse espagnols de Google News et fermé Google News en Espagne», déclare le géant américain aux internautes sur ce qui fut la page de son service d'actualités confirmant une décision annoncée le 10 décembre.

«Cette loi exige à tous les médias espagnols de faire payer des services comme celui de Google News qui montre même le plus petit extrait de leurs publications, qu'ils le veuillent ou non. Puisque Google News lui-même ne gagne pas d'argent (nous ne montrons pas de publicité sur le site), cette nouvelle approche n'était pas soutenable». La nouvelle loi espagnole sur la propriété intellectuelle, qui entrera en vigueur le 1er janvier, comporte une clause stipulant que les médias «ne pourront pas renoncer au droit» de «percevoir une compensation», dont le montant doit encore être fixé.

Face à la menace de fermeture, le gouvernement espagnol avait assuré le 11 décembre que même en l'absence de Google News, «l'accès à l'information sur Internet restera garanti» en Espagne puisque les articles peuvent être consultés «directement sur les sites des journaux ou à travers leur indexation» sur d'autres moteurs de recherche et agrégateurs de contenus.

La nouvelle loi a été surnommée en Espagne «taxe Google» ou «taxe AEDE», du nom de l'association des journaux traditionnels qui avait réclamé son adoption. Mais cette dernière s'est montrée inquiète jeudi, déclarant que la fermeture «aura sans aucun doute un impact négatif».

«Aucune décision n'est obligatoirement prise avec un caractère irréversible», a réagi le ministre espagnol de l'Industrie, José Manuel Soria, devant la presse à Madrid. «Je crois qu'au fil des prochains mois, la décision évoluera probablement.» «Ce sont les éditeurs eux-mêmes qui ont soumis au gouvernement l'idée d'une taxe», a-t-il rappelé. «Le secteur lui-même va maintenant devoir attendre pour déterminer l'impact réel» de l'absence de Google News, qui pourrait provoquer une baisse de 10% à 30% de l'audience des sites de médias espagnols selon les estimations d'experts, a-t-il dit.

L'AEDE a assuré avoir toujours souhaité «négocier avec Google». L'association des internautes espagnols a elle affirmé que «les grands perdants seront les médias eux-mêmes». Souvent critiqué en Europe pour sa position dominante, Google fait l'objet d'une enquête de la Commission européenne pour entrave à la concurrence.

En Allemagne, le géant de l'édition Axel Springer a capitulé début novembre en demandant à faire figurer à nouveau gratuitement sur son moteur de recherche des extraits des articles de ses publications, tandis qu'en France, Google et les éditeurs de presse sont parvenus à un accord en 2013 sur le partage des recettes publicitaires.

Après six ans d'absence, les articles des quotidiens francophones de Belgique avaient eux à nouveau été référencés par Google Actualités en janvier 2013, après un accord intervenu en décembre 2012 entre le géant américain et les éditeurs belges.

Après cette lecture, quel est votre avis ?
Cliquez et laissez-nous un commentaire...

Source :
http://ecrans.liberation.fr/ecrans/2014/12/16/force-de-payer-pour-les-contenus-google-news-ferme-en-espagne_1164617